Chronique Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. Janvier 2020 - septembre 2020

Julie Antoine and Pauline Gagnier

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/10731>

DOI: 10.4000/revdh.10731

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Julie Antoine and Pauline Gagnier, "Chronique Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. Janvier 2020 - septembre 2020", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 11 January 2021, connection on 06 December 2021. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/10731> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.10731>

This text was automatically generated on 6 December 2021.

Tous droits réservés

Chronique Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. Janvier 2020 - septembre 2020

Julie Antoine and Pauline Gagnier

- 1 La présente chronique couvre l'ensemble des décisions rendues par la Cour interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) de janvier à septembre 2020.
- 2 Quatre jurisprudences majeures ont marqué l'actualité de la Cour sur cette période. Dans ces affaires, que nous détaillerons ensuite, la Cour se prononce sur des sujets bien distincts mais révélateurs des problématiques auxquelles l'Amérique latine a été confrontée en 2020. Elle remet à l'honneur la thématique du droit des populations indigènes (dans cette chronique, nous ferons le choix d'une traduction littérale et parlerons de « communautés indigènes » ou de « populations indigènes ») en Amérique Latine (I). Pour la première fois, elle rend une décision relative aux discriminations subies par la communauté LGBTI et étend largement la portée du préjudice subi par la victime (II), de la même manière qu'elle confère au statut de migrant dans son accès à la justice une transversalité toute particulière (III). Enfin, la Cour continue d'affirmer son autorité et va jusqu'à intervenir directement dans le jeu démocratique interne des États, en l'espèce la Colombie (IV).

I/- De nouveaux droits économiques, sociaux et culturels tirés de l'article 26 de la Convention au profit des communautés indigènes

- 3 **Caso Comunidades Indígenas Miembros de la Asociación Lhaka Honhat (Nuestra Tierra) Vs. Argentina. Sentencia de 6 de febrero de 2020. (Fondo, Reparaciones y Costas). Serie C No. 400.**
- 4 Plusieurs communautés indigènes originaires de la Province de Salta en Argentine sont à l'origine de cette affaire. Elles sont représentées par l'association Lhaka Honhat,

fondée en 1992, qui se bat depuis 35 ans pour la reconnaissance d'un titre de propriété unique relatif à ces terres au profit des communautés indigènes et contre la fragmentation des parcelles.

- 5 En 1984, ces communautés, qui occupent des territoires dont elles sont propriétaires, sollicitent, dans une déclaration conjointe à la Province de Salta, leur inscription au registre de la propriété et s'opposent à la fragmentation de parcelles.
- 6 En 1991, n'ayant toujours pas obtenu cette inscription, elles réclament à nouveau la légalisation de leur titre de propriété. Le Décret ministériel 2609/91, émis en décembre 1991, établit l'obligation pour la Province de Salta d'unifier les parcelles en question et d'en attribuer le titre de propriété unique aux communautés indigènes.
- 7 Malgré cette avancée réglementaire, aucun titre de propriété n'est délivré et en 1995 est initiée la construction d'un pont international sur les territoires réclamés par les communautés indigènes. La construction avait été engagée sans qu'aucune consultation n'ait été menée au préalable auprès des populations présentes sur le territoire.
- 8 Depuis, la Province de Salta a tenté en différentes occasions de fragmenter les parcelles et se heurta à l'opposition de l'association Lhaka Honhat. Elle promit également à plusieurs reprises la délivrance d'un titre de propriété unique, sans jamais honorer ses engagements.
- 9 Dans cette affaire, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme se prononce sur trois questions, à savoir la violation du droit de propriété des communautés indigènes, l'atteinte portée aux droits à un environnement sain, à l'alimentation, à l'eau et à la vie culturelle, et le non-respect des garanties judiciaires.
- 10 Concernant la supposée violation du droit de propriété, figurant à l'article 21 de la Convention, il faut bien souligner que la question n'était pas de déterminer qui était le propriétaire des parcelles objets du litige ou si les populations indigènes maintenaient un lien ancestral avec le territoire. Il n'a été remis en cause ni par les parties ni par la Cour que la propriété des terres revenait aux communautés indigènes.
- 11 La Commission interaméricaine des droits de l'Homme qui, en plus de sa fonction consultative en matière de droits de l'Homme, est habilitée à comparaître devant la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, allègue une violation du droit de propriété pour, d'une part, ne pas avoir garanti un accès effectif au titre de propriété sur les territoires ancestraux, et d'autre part pour ne pas avoir empêché l'installation de familles non indigènes sur le territoire. De leur côté, les représentants des communautés indigènes soutiennent que cette violation résulte de l'ineffectivité des normes censées garantir leur droit de propriété, de l'édiction de normes contraires au droit de propriété commun, de la réalisation de travaux sur leurs territoires et de l'absence de mécanisme institutionnel de démarcation et de délimitation des terres.
- 12 L'État argentin nie catégoriquement la violation du droit de propriété, affirmant que la propriété des territoires en question par les communautés indigènes n'a jamais été remise en cause. Il soutient également avoir travaillé de manière ininterrompue pour garantir la jouissance des droits pleins et entiers des communautés indigènes.
- 13 La Cour, dans ses conclusions, constate qu'aucun titre de propriété n'a été délivré, que le territoire n'a pas été démarqué et qu'il est toujours occupé par des tiers. Par ailleurs, il n'existe pas de norme en droit argentin interne permettant de garantir la propriété commune des communautés indigènes. La CIDH dans cet arrêt vient réaffirmer sa jurisprudence *Comunidad Mayagna (Sumo) Awas Tingni Vs. Nicaragua*¹. Elle rappelle que

l'article 21 de la Convention relatif à la propriété privée inclut la propriété commune des peuples indigènes et que la possession des terres par les communautés indigènes est une condition suffisante pour la reconnaissance officielle de leur droit de propriété. La CIDH rappelle également sa jurisprudence de 2018 *Pueblo Indígena Xucuru y sus miembros vs. Brasil*², dans laquelle elle affirme « la nécessité de matérialiser ces droits territoriaux des peuples indigènes à travers notamment l'adoption de mesures législatives et administratives dans le but de créer un mécanisme effectif de délimitation, démarcation et d'attribution, qui permette de reconnaître de tels droits dans la pratique ».

- 14 Dans cet arrêt, la Cour réaffirme sa jurisprudence constante relative à l'interprétation de l'article 21 de la Convention.
- 15 Dans son argumentation, la Commission soutient par ailleurs la violation du droit à un environnement sain, à l'alimentation, à l'eau et à la vie culturelle du fait de l'installation de barrière sur leur territoire, d'élevages et de l'exploitation illégale de ressources comme le bois. L'ensemble de ces activités ont abouti à la dégradation de l'environnement et donc de l'alimentation et de la qualité de l'eau. La Commission note également que la présence de populations étrangères à la communauté indigène aurait mené à la dégradation de leur vie culturelle. La Commission pointe du doigt la responsabilité de l'État argentin affirmant que celui-ci avait une entière connaissance des faits et de leur impact sur l'habitat des populations indigènes.
- 16 L'État argentin réfute ces accusations et avance que le fait d'alléguer le droit à un environnement sain ne doit pas imposer une charge impossible et disproportionnée aux États, que la violation du droit à l'alimentation n'est pas prouvée et qu'il n'y a pas d'atteinte à la vie culturelle, entre autres car les communautés indigènes ont d'elles-mêmes opéré des changements dans leur mode de vie.
- 17 La réponse apportée par la Cour est ici particulièrement intéressante, car elle vient pour la première fois se prononcer dans le cadre d'une décision contentieuse sur les droits à un environnement sain, à l'alimentation, à l'eau et à la vie culturelle. La Cour s'était déjà prononcée sur cette question dans l'opinion consultative OC-23/17, intitulée « Environnement et Droits de l'Homme »³. La Cour rappelle dans cette décision que, conformément l'article 26 de la Convention, elle réalise une interprétation dynamique et évolutive des droits reconnus dans la Charte de l'Organisation des États américains. Suivant sa logique de référence directe à la Charte, elle fait une interprétation extensive de ces termes et reconnaît les droits à un environnement sain, à l'alimentation, à l'eau et à la vie culturelle, de manière autonome, tels qu'ils ressortent dans l'article 26 de la Convention.
- 18 Enfin, la Cour reconnaît la violation de l'article 8 de la Convention relatif aux garanties judiciaires, pour non-respect du droit à un délai raisonnable par la Cour de Salta.
- 19 Pour conclure, la Cour vient dans cette décision réaffirmer les droits spécifiques reconnus aux indigènes découlant de l'article 21 de la Convention, rappelant aux États leur devoir de prendre des mesures effectives pour en assurer son respect. Ainsi, la Cour enrichit le catalogue des droits économiques, sociaux et culturels de l'article 26, laissant la porte ouverte à une interprétation toujours plus extensive et protectrice des droits figurant dans la Charte de l'Organisation des États américains.

II/- La reconnaissance des discriminations structurelles subies par la communauté LGBTI

- 20 **Caso Azul Rojas Marín y otra Vs. Perú. Sentencia de 12 de marzo de 2020. Serie C No. 402.**
- 21 Dans l’Affaire Azul Rojas Marin contre Pérou (sentence du 12 mars 2020), la Cour interaméricaine des droits de l’Homme se prononce pour la première fois sur des faits de torture à l’encontre d’un membre de la communauté LGBTI.
- 22 Les faits de l’affaire sont liés à la détention illégale et arbitraire d’Azul Rojas Marin. En 2008, Azul Rojas Marín, femme transgenre qui, à l’époque des faits, s’identifiait comme un homme homosexuel, a été arrêtée, de manière arbitraire et discriminatoire par des agents municipaux et un policier dans le district de Casa Grande, dans la province d’Ascope au Pérou. Elle a été torturée et humiliée pendant et après sa détention, en raison de son orientation sexuelle, à des fins alléguées d’identification, car elle ne portait pas sur elle ses documents d’identité. Rojas Marin a ainsi été soumise à de graves actes de violence physique et psychologique. Elle raconte notamment avoir été violée, en raison de son identification comme un homme gay. Malgré les multiples plaintes déposées pour dénoncer les faits, aucune enquête ne sera ouverte au Pérou.
- 23 La Cour se fonde sur plusieurs grands principes du droit, pour mettre en cause la responsabilité de l’État du Pérou : le droit à l’égalité, à la non-discrimination, à la liberté personnelle, à l’intégrité et à la vie privée ainsi que le droit aux garanties judiciaires.
- 24 Nous retiendrons le droit à l’égalité et le principe de non-discrimination, qui donnent en effet à cet arrêt son caractère historique.
- 25 Dans cette affaire, la Cour déclare l’État du Pérou responsable de crime de « haine » et d’une discrimination envers Madame Rojas Marin, mais reconnaît également le préjudice subi par la communauté LGBTI tout entière.
- 26 La Cour, avant de présenter le fond juridique de l’affaire ainsi que ses arguments, détaille la situation de la communauté LGBTI au Pérou.
- 27 Depuis 2008, l’Assemblée générale de l’Organisation des États d’Amérique (OEA), a exprimé, dans différentes résolutions, ses préoccupations relatives à la situation de la communauté LGBTI péruvienne, victime de nombreuses violences et discriminations. Le Comité contre la torture a souligné, dans ses observations finales de 2008 sur le Pérou, sa très grande préoccupation liée aux informations sur le harcèlement et les attaques violentes, certaines d’entre elles ayant entraîné la mort des victimes, commises contre la communauté LGBTI par des membres des autorités publiques. Le Comité insistait sur la nécessité que l’État prenne des mesures efficaces pour protéger la communauté LGBTI contre les agressions, les sévices et la détention arbitraire. La Cour conclut son étude de la situation, en expliquant que dans la société péruvienne, il continue d’exister de fortes discriminations à l’égard des membres de la communauté LGBTI, allant parfois jusqu’à des actes de violence. Cette dernière est dans certains cas exercée par des agents de l’État, y compris des membres de la police nationale, comme cela s’est produit dans cette affaire.

- 28 Dans un second temps, la Cour s'exprime sur le fond de l'affaire et reconnaît non seulement le préjudice subi par Madame Rojas Marin mais également par toute la communauté LGBTI.
- 29 Elle commence par rappeler le principe de non-discrimination, fondement de la qualification de crime de haine. On peut définir un crime de haine comme un crime en raison de son appartenance, réelle ou supposée, à un certain groupe social, le plus souvent défini par la race, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap, l'ethnie, la nationalité, le sexe ou encore l'identité de genre. La Cour affirme que les États sont tenus d'adopter des mesures de discrimination positive pour pallier les situations discriminatoires existantes. Elle reconnaît que les personnes LGBTI ont été historiquement victimes de discrimination structurelle, de stigmatisation, de diverses formes de violence et de violation de leurs droits fondamentaux (cf. affaire *Atala Riffo et filles c. Chili*⁴). En ce sens, elle rappelle que l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression de genre de la personne sont des catégories protégées par la Convention. Par conséquent, l'État ne peut agir contre une personne en raison de son orientation sexuelle, de son identité de genre et/ou de son expression de genre, ce qui est le cas des personnes LGBTI lorsqu'elles sont victimes de préjugés fondés sur ces éléments. La cause profonde de ces actes de violence et de discrimination est l'intention de les punir sur la base de ce que devraient être l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, et ce à partir d'une approche binaire de ce qui constitue un homme et une femme. Enfin, selon la Cour, la violence contre les personnes LGBTI a un but symbolique : communiquer un message d'exclusion ou de subordination.
- 30 La Cour, dans cet arrêt, identifie les violences subies par Madame Rojas Marin comme étant uniquement justifiées par son orientation sexuelle : « en l'espèce, les allégations relatives à la discrimination constituent une question transversale aux autres violations alléguées et, par conséquent, la Cour les prendra en compte tout au long de l'arrêt ». La Cour ordonne la réparation intégrale du préjudice subi suite aux graves violations commises par les autorités publiques péruviennes, conformément à l'article 63.1 de la Convention interaméricaine des droits de l'Homme.
- 31 Mais la Cour va plus loin et affirme que l'État péruvien ne prévoit pas une protection suffisante pour les personnes LGBTI. Le préjudice subi par Madame Rojas Marin est donc le fait d'un dysfonctionnement structurel dans la protection de la communauté LGBTI au Pérou affectant non seulement la victime principale mais toute la communauté.
- 32 Pour y remédier, la Cour déclare qu'il est nécessaire de collecter des informations complètes sur les violences subies par les personnes LGBTI afin d'évaluer l'ampleur réelle de ce phénomène et ainsi être à même d'élaborer des stratégies pour prévenir et éliminer les nouveaux actes de violence et de discrimination. Elle considère qu'il est important de se défaire de l'objectif « d'éradication des homosexuels et des travestis » des plans de sécurité des citoyens des régions et districts du Pérou, objectif hautement discriminatoire envers la population LGBTI.
- 33 La Cour interaméricaine condamne l'État péruvien et lui ordonne d'adopter plusieurs mesures. Elle lui enjoint d'adopter dans les 2 ans à compter de la notification de cet arrêt, un protocole d'enquêtes et d'administration de la Justice au sein de la procédure pénale pour le cas des personnes LGBTI victimes de violences. Ce protocole devra être adressé à tous les agents publics prenant part à l'enquête ou au traitement des procédures pénales dans les affaires impliquant des personnes membres de la

communauté LGBTI victimes de violences, ainsi qu'au personnel de santé, public et privé. Ce protocole doit inclure l'obligation pour les agents de l'État de s'abstenir de recourir à des présomptions et stéréotypes discriminatoires lorsqu'ils reçoivent, traitent et enquêtent sur les plaintes. Ce protocole doit s'appuyer sur les critères établis par les instruments internationaux relatifs à la torture. La Cour demande également à l'État péruvien de former ses agents pour faire face aux violences contre les personnes LGBTI ainsi que de les y sensibiliser.

III/- La prise en compte de la transversalité du statut d'immigré comme personne vulnérable

34 **Caso Roche Azaña y otros Vs. Nicaragua. Sentencia de 3 de junio de 2020. Serie C No. 403.**

35 Dans cette affaire, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, non seulement reconnaît différentes violations de la Convention, mais souligne la particulière vulnérabilité des personnes migrantes à l'heure d'établir la responsabilité des États.

36 En l'espèce, en avril 1996, les frères Roche Azaña entament un voyage depuis l'Équateur dans le but d'émigrer aux États-Unis d'Amérique. Arrivés dans la capitale nicaraguayenne, Managua, le 14 avril de la même année, la camionnette dans laquelle ils voyageaient avec 30 autres migrants, est visée par les tirs des agents de l'État du Nicaragua. Ces derniers allèguent que les conducteurs de la camionnette avaient refusé de s'arrêter. À la suite de ces événements, des poursuites ont été engagées contre six soldats et policiers qui ont tous été acquittés, sans que les victimes n'aient pu prendre part au procès.

37 Dans son arrêt du 3 juin 2020, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme établit la responsabilité internationale du Nicaragua pour violation du droit à la vie et à l'intégrité personnelle, et violation du droit aux garanties et protections judiciaires.

38 Quant à la violation du droit à la vie et à l'intégrité personnelle, la Cour rappelle dans un premier temps que l'usage de la force est possible seulement lorsqu'il respecte quatre principes : le principe de légalité, le principe de la poursuite d'intérêt légitime, le principe de nécessité et le principe de proportionnalité. En l'espèce, la Cour considère que l'usage de la force exercée par les agents de l'État ne remplit aucun des critères susvisés.

39 En ce qui concerne la violation du droit aux garanties et protections judiciaires, lors du déroulement de la procédure pénale et des enquêtes réalisées contre les agents de l'État, M. Patricio Fernando Roche Azaña ainsi que les membres de sa famille n'étaient pas présents, car ils n'en avaient pas été notifiés.

40 La Cour rappelle que les États sont tenus de garantir des recours judiciaires effectifs aux victimes de violations de leurs droits conformément à l'article 25 de la Convention ; recours qui doivent être détaillés conformément aux règles d'une procédure légale (art 8.1 de la Convention), le tout dans le cadre de l'obligation générale des États de garantir le libre et plein exercice des droits reconnus par la Convention à toute personne placée sous leur juridiction. De même, il est indiqué que le droit d'accès à la justice doit garantir, dans un délai raisonnable, le droit des victimes présumées ou de leurs proches de faire tout ce qui est nécessaire pour connaître la vérité, et que les autorités judiciaires nationales puissent enquêter, juger et le cas échéant, punir les responsables.

La Cour, tout au long de son argumentation, observe que le statut de migrant de M. Roche Azaña a été déterminant quant à l'impossibilité qui a été sienne de participer à la procédure. En effet, il se trouvait de fait dans une situation de réelle inégalité et de vulnérabilité. La Cour souligne qu'aucune mesure n'est prévue pour garantir un accès effectif et égalitaire à la Justice pour les personnes en situation de vulnérabilité. La Cour en conclut que l'État du Nicaragua ne garantit pas le droit d'accès à la Justice et que, par conséquent, il viole les garanties judiciaires des articles 8.1 et 25 de la Convention américaine, en relation avec l'article 1.1.

- 41 Le juge L. Patricio Pazmino Freire qui participait à la formation de jugement a émis un « voto concurrente » (opinion particulière)⁵.
- 42 Pour lui, cet arrêt réaffirme les normes relatives au devoir des États de garantir le droit des migrants à un accès équitable et effectif à la Justice. Pour la première fois est établie l'obligation des États de veiller à ce que les personnes en situation de vulnérabilité pour cause de migration puissent avoir un accès effectif et égal à la Justice, et prétendre à une réparation équitable et adéquate. Pour ce juge, l'arrêt relance donc le débat sur l'immigration en Amérique latine, et plus précisément sur une possible définition commune du terme « immigré » en droit international public.

IV/- Un contrôle de conventionalité de la Cour mettant en lumière les dysfonctionnements des institutions démocratiques colombiennes

- 43 **Caso Petro Urrego Vs. Colombia. Sentencia de 8 de julio de 2020. Serie C No. 406. (Excepciones Preliminares, Fondo, Reparaciones y Costas)**
- 44 Cette affaire oppose Petro Gustavo Urrego, l'ancien maire de Bogota qui donnera son nom à cette jurisprudence, à la République de Colombie. Le 30 octobre 2011, Petro Gustavo Urrego, homme politique de gauche et membre de l'opposition, est élu démocratiquement pour un mandat de quatre ans à la tête de la Mairie de Bogota. À Bogota, le service public de ramassage des ordures est assuré par des opérateurs privés. L'Unité Administrative Spéciale du Service Public est en charge de l'élaboration et de la signature de ces contrats avec lesdits opérateurs. Malgré les mesures adoptées par la mairie de Petro Urrego durant l'année 2012 pour assurer les prestations du service public en matière de propreté et d'assainissement de la ville, la municipalité de Bogota est confrontée à une crise de ramassage des ordures.
- 45 Cette crise de trois jours donne lieu à l'ouverture d'une enquête disciplinaire de la part du Bureau de l'Inspecteur général de Colombie (*Procuraduría General de la República*) en charge du contrôle des administrations du pays. Le 9 décembre 2013, Petro Gustavo Urrego est reconnu coupable en tant que maire de Bogota de trois fautes graves. Il est destitué de ses fonctions à la tête de la Mairie et sanctionné d'une peine d'inéligibilité générale pour une durée de 15 ans.
- 46 Monsieur Urrego présente plusieurs recours contre cette décision du Bureau de l'Inspecteur général de Colombie. Une décision du 18 mars 2014 de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme⁶ ordonnant la suspension immédiate de la décision du 9 décembre 2013 dans le but de garantir le respect de l'exercice de ses droits politiques lui permet de réinvestir ses fonctions au sein de la Mairie de Bogota. En parallèle de cette décision, en 2017, le Conseil d'État déclare la nullité des sanctions

disciplinaires prononcées par le Bureau de l'Inspecteur général, ordonne le versement des salaires non perçus durant la période de destitution de ses fonctions et l'effacement des sanctions imposées⁷. Le Conseil d'État, par la même occasion, exige expressément une réforme des sanctions disciplinaires du Bureau de l'Inspecteur général de Colombie.

- 47 Trois sanctions additionnelles furent prononcées à l'encontre de Petro Urrego, depuis le Bureau de l'Inspecteur général, depuis le SIC (Superintendence d'industrie et de Commerce) et enfin depuis l'organe d'inspection fiscale de Bogota (*Contraloría de Bogotá*).
- 48 Dans cette affaire, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme se prononce sur la supposée violation de l'article 23 de la Convention relatif aux droits politiques, de l'article 8 relatif aux garanties judiciaires et de l'article 5 protégeant le droit à l'intégrité physique. Elle est appelée à déterminer si la destitution de Petro Urrego de ses fonctions de maire de Bogota et la sanction d'inéligibilité prononcée à son encontre par le Bureau de l'Inspecteur Général de Colombie violent ou non ses droits politiques prévus à l'article 23 de la Convention.
- 49 La Commission, dans son argumentation, soutenait qu'une sanction de destitution et d'inéligibilité pour de simples délits administratifs ne respectait pas le principe de proportionnalité. Une telle sanction impliquant la restriction des droits politiques d'une autorité démocratiquement élue ne peut pas être prononcée par une institution administrative sans porter atteinte aux dispositions de l'article 23.2 de la Convention relatives à la réglementation de l'exercice des droits politiques.
- 50 Les représentants de la partie plaignante rejoignent l'argumentation de la Commission. Ils rappellent les trois critères cumulatifs devant être remplis pour assurer la conformité d'une sanction restreignant les droits politiques d'un individu, à savoir l'existence d'une condamnation, un juge compétent, la détermination de la sanction au cours d'un procès pénal. Les représentants soulignent l'existence d'un régime légal en droit interne colombien contraire à la Convention. Le « Code disciplinaire unique », attribuant des pouvoirs de sanction au Bureau de l'Inspecteur général, organe administratif, et son interprétation par la Cour constitutionnelle, sont contraires à la Convention et au devoir de réaliser un contrôle de conventionalité systématique.
- 51 L'État colombien réfute cette argumentation, alléguant qu'il n'existe pas de disposition internationale imposant qu'une telle sanction disciplinaire soit prononcée par un juge pénal. Il soutient qu'en prononçant cette sanction, il ne fait que respecter son devoir de lutter contre la corruption et nie le caractère arbitraire des sanctions imposées à Petro Urrego.
- 52 La Cour s'appuie sur sa jurisprudence *López Mendoza v. Venezuela*⁸ et rappelle que pour imposer une sanction restreignant les droits politiques prévus à l'article 23.1 d'un individu, celle-ci doit être prononcée par un juge compétent dans le cadre d'un procès pénal. La Convention ne permet donc pas l'imposition de restrictions des droits politiques d'une autorité publique démocratiquement élue par un organe administratif. Les sanctions imposées par le Bureau de l'Inspecteur général de Colombie à Petro Urrego violent donc l'article 23.2 de la Convention. La Cour va plus loin. Elle affirme que la décision du Conseil d'État colombien de 2017 ne vient pas réparer intégralement le préjudice subi par Petro Urrego, dans la mesure où sa destitution est certes venue porter préjudice à ses droits politiques mais également à ceux des citoyens l'ayant démocratiquement élu. En outre, malgré la requête expresse du Conseil d'État, il n'y a

pas eu de modification effective des pouvoirs de sanctions du Bureau de l'Inspecteur général Colombien. Le « Code disciplinaire unique » n'est donc pas conforme aux exigences de la Cour et aux dispositions de la Convention. La Cour rappelle l'obligation d'exercer un contrôle de conventionalité des dispositions de droit interne dans leur application et leur interprétation. La Cour remplit ici son devoir d'exercer un contrôle de conventionalité complémentaire en cas de défaillance dans le contrôle interne.

- 53 La Cour se prononce ensuite également sur la violation des garanties judiciaires de l'article 8. En l'espèce, le Bureau de l'Inspecteur général concentre les fonctions d'investigation, d'accusation et de jugement, ceci venant porter atteinte à la garantie d'impartialité prévue à l'article 8.1. Le manque d'impartialité du Bureau de l'Inspecteur général affectant de manière transversale l'ensemble de la procédure disciplinaire a rendu illusoire le droit à la défense de Petro Urrego. Enfin, le droit à la présomption d'innocence de l'ancien maire de Bogota n'a pas été respecté.
- 54 Dans un dernier paragraphe, la Cour revient sur la violation alléguée de l'article 5 protégeant le droit à l'intégrité personnelle. Elle considère qu'il n'a pas été violé dans ce cas.
- 55 En conclusion, l'intérêt tout particulier que revêt cette jurisprudence réside dans le contrôle de conventionalité complémentaire exercé par la Cour interaméricaine des droits de l'Homme. Elle parvient ainsi à influencer directement le jeu politique interne colombien de sorte qu'il ait lieu conformément aux obligations de l'État relativement à la Convention qu'il a ratifiée. Cette décision s'inscrit dans la continuité de celle de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme de mars 2014 qui avait déjà permis à Petro Urrego de retrouver ses fonctions de maire de Bogota.
- 56 À SIGNALER...
- 57 **Caso Montesinos Mejía Vs. Ecuador. Sentencia de 27 de enero de 2020. Serie C No. 398.**
- 58 Dans cette affaire, la Cour s'exprime au sujet de la détention illégale et arbitraire de M. Mario Montesinos Mejia par des policiers en 1992 et des allégations d'actes de torture à son encontre. La Cour condamne ici l'État équatorien pour violation du droit à la liberté de la personne (article 7), de la présomption d'innocence (article 8.2), à la protection judiciaire (article 25), à l'intégrité de la personne (article 5) et aux garanties judiciaires (article 8).
- 59 **Caso Carranza Alarcón Vs. Ecuador. Sentencia de 3 de febrero de 2020. Serie C No. 399.**
- 60 La Cour interaméricaine des droits de l'Homme s'est prononcée le 3 février 2020 sur la durée trop longue de la mesure de prison préventive à l'encontre de Ramón Rosendo Carranza Alarcón. La Cour a reconnu l'État équatorien responsable internationalement du fait du caractère arbitraire de la détention préventive de la victime (article 7.3), de la durée déraisonnable (article 7.5) de celle-ci, ainsi que de la violation de la présomption d'innocence (article 8.2), mais également des garanties judiciaires (article 8).
- 61 **Caso Noguera y otra Vs. Paraguay. Sentencia de 9 de marzo de 2020. Serie C No. 401.**
- 62 La Cour interaméricaine des droits de l'Homme reconnaît dans cet arrêt la responsabilité de l'État du Paraguay pour la violation du droit à la vie (article 4), à l'intégrité personnelle (article 5) ainsi que des droits de l'enfant (article 19). La

responsabilité de l'État a été établie par la Cour, car les autorités n'ont pas clarifié les circonstances qui ont conduit à la mort d'un jeune garçon de 17 ans dans un établissement militaire sous la tutelle de l'État et n'ont pas su réfuter de manière satisfaisante les preuves attestant une mort violente.

63 **Caso Spoltore Vs. Argentina. Sentencia de 9 de junio de 2020. Serie C No. 404.**

64 Dans cet arrêt, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme déclare la République d'Argentine responsable de la violation des droits aux garanties (article 8) et de la protection judiciaire (article 25), ainsi que du droit à des conditions de travail justes et satisfaisantes qui protègent la santé du travailleur.

65 **Caso Guzmán Albarracín y otras Vs. Ecuador. Sentencia de 24 de junio de 2020. Serie C No. 405.**

66 Cette affaire est liée aux violences sexuelles subies par une mineure, ayant entraîné son suicide. La Cour interaméricaine des droits de l'Homme a conclu que les violences sexuelles exercées contre la jeune fille portaient atteinte à son droit à une vie sans violence, avaient un caractère discriminatoire et anéantissaient sa capacité de décider de manière indépendante de sa propre sexualité. Les souffrances conséquences directes des violences ont conduit au suicide de la victime. La Cour considère que l'État ne lui a pas apporté une assistance nécessaire pour la protéger et empêcher sa mort. Enfin, elle a également reconnu la violation du droit d'accès à la Justice des proches de la jeune fille en raison de la prescription de l'action pénale, conséquence de l'inaction de l'État.

67

68 **Caso Valle Ambrosio y otro Vs. Argentina. Sentencia de 20 de julio de 2020. Serie C No. 408.**

69 Dans cet arrêt, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme reconnaît la responsabilité internationale de l'Argentine pour avoir violé l'article 8.2 de la Convention relatif au droit de faire appel d'une décision devant un juge ou un tribunal. En l'espèce, la Chambre pénale du Tribunal supérieur de Justice de la province de Córdoba avait été dans l'impossibilité, conformément au droit interne argentin et à la pratique jurisprudentielle, de réviser effectivement la décision adoptée par la chambre criminelle de Córdoba.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Caso de la Comunidad Mayagna (Sumo) Awas Tingni Vs. Nicaragua. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 31 de agosto de 2001. Serie C No. 79, párr. 148.

2. Caso pueblo indígena Xucuru y sus miembros vs. Brasil. Sentencia de 5 de febrero de 2018. (Excepciones preliminares, fondo, reparaciones y costas).
 3. Corte Interamericana de Derechos Humanos, opinión consultiva oc-23/17 de 15 de noviembre de 2017 solicitada por la República de Colombia “Medio ambiente y derechos humanos” (obligaciones estatales en relación con el medio ambiente en el marco de la protección y garantía de los derechos a la vida y a la integridad personal - interpretación y alcance de los artículos 4.1 y 5.1, en relación con los artículos 1.1 y 2 de la convención americana sobre derechos humanos).
 4. Caso Atala Riffo y niñas vs. Chile, sentencia de 24 de febrero de 2012.
 5. Voto parcialmente disidente Juez L. Patricio Pazmiño Freire sentencia de 8 de julio de 2020. Caso Petro Urrego vs. Colombia
 6. Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Resolución 5/2014, Gustavo Francisco Petro Urrego respecto de la Republica de Colombia, Medida Cautelar No. 374-13, 18 de marzo de 2014.
 7. CONSEJO DE ESTADO SALA PLENA DE LO CONTENCIOSO ADMINISTRATIVO MAGISTRADO PONENTE: CÉSAR PALOMINO CORTÉS, Bogotá, D. C., quince (15) de noviembre de dos mil diecisiete (2017), Número Interno: 1131-2014.
 8. Caso López Mendoza v. Venezuela. Fondo, Reparaciones y Costas. Sentencia de 1 de septiembre de 2011. Serie C No. 233
-

ABSTRACTS

Pour reprendre les mots de la Présidente de la Cour dans son discours d'ouverture de l'année 2020, « la Cour interaméricaine des droits de l'Homme représente en Amérique Latine le dernier espoir d'obtenir justice pour les milliers de victimes des plus graves violations des droits de l'Homme sur le continent ». Son discours organisé autour de trois thématiques principales – le droit des femmes, le discours de haine et le changement climatique –, rappelait l'extrême nécessité de protéger les personnes les plus vulnérables. La crise du Covid-19 est venue renforcer la vulnérabilité de ces personnes, qu'elles soient femmes, membres de la communauté LGBTI, membres des populations indigènes, migrantes ou en situation de précarité. Dans un tel contexte, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme a un rôle d'autant plus important à jouer dans la défense des droits des individus.

AUTHORS

JULIE ANTOINE

Étudiante M2BDE-Droits espagnol et latinos américains

PAULINE GAGNIER

M2BDE-Droits espagnol et latinos américains